

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

N° 598 / Février 2020

PANORAMA DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE DANS LES DOM ET LES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER DE LA ZONE EURO EN 2018

Portrait

En 2018, le paysage bancaire continue sa mutation dans les départements français d'Amérique (DCOM de l'Atlantique) et l'océan Indien et les projets de transformation des principaux groupes bancaires hexagonaux se poursuivent. En termes d'équipements bancaires, le maillage du territoire (appréhendé en mesurant le nombre d'habitants par guichet et par distributeur automatique) est globalement inférieur à celui de l'Hexagone. De même, le niveau de bancarisation (nombre de comptes ordinaires par habitant) dans les départements et collectivités d'outre-mer de la zone euro (DCOM) bien que restant globalement en deçà de celui observé sur la France hexagonale tend à s'en rapprocher.

Alors que le produit net bancaire (PNB) augmente de 4,4 % dans les DCOM de l'Atlantique et de 1,9 % dans l'océan Indien, le résultat net des banques étudiées s'inscrit en forte hausse : +62,8 % dans les DCOM de l'Atlantique, et en forte baisse : -21,4 % dans l'océan Indien. Ces variations résultent principalement des évolutions du coût du risque en baisse dans les DCOM de l'Atlantique et en hausse dans l'océan Indien. Les conditions d'exploitation s'améliorent dans les DCOM de l'Atlantique et dans l'océan Indien, avec un coefficient d'exploitation qui s'inscrit en baisse à 70,9 % (-0,5 point) pour les DCOM de l'Atlantique et à 67,6 % (-0,7 point) pour l'océan Indien.

Les indicateurs de rentabilité s'améliorent dans les DCOM de l'Atlantique et se détériorent dans l'océan Indien. Au même titre que les résultats nets.

Secteur bancaire en 2018 (tous établissements du secteur bancaire)

	Guadeloupe + IDN	Guyane	Martinique	La Réunion	Mayotte	St-Pierre- et- Miquelon	DCOM zone euro	COM zone F CFP	France entière
Établissements bancaires (EB) installés localement ⁽¹⁾	19	16	20	20	7	5	33	16	735
<i>dont</i> Établissements de crédit (EC)	11	12	11	9	6	3	17	8	342
Établissements de crédit spécialisés (ECS)	2	1	3	6	0	0	7	1	72
Sociétés de financement (SF)	6	3	6	5	1	2	11	7	175
Effectifs ⁽²⁾	1 795	390	1 435	2 386	155	40	6 201	2 318	408 941
Nombre de comptes ordinaires par habitant	1,22	0,49	1,23	0,97	0,30	1,30	0,92	0,82	1,22
Nombre de cartes bancaires par habitant	1,66	1,09	1,77	0,91	0,42	1,02	1,17	0,94	1,12
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 254	6 389	2 711	3 781	6 750	1 004	3 436	2 060	1 890
Nombre d'habitants par DAB/GAB	1 039	2 130	1 050	1 401	3 563	1 505	1 390	1 230	1 219
Encours de crédits (millions d'euros) ⁽³⁾	9 173	3 267	7 543	22 063	995	169	43 210	1 295	3 084 316
Encours de dépôts (millions d'euros) ⁽³⁾	9 593	2 057	8 102	15 067	636	232	35 687	1 388	3 546 216

(1) Nombre d'établissements "France entière" : total des établissements bancaires agréés par l'ACPR en 2018 - Source des données : rapport d'activité 2018 de l'ACPR.

(2) Effectifs "France entière" : Source des données : BCE.

(3) DCOM zone euro : tous EB installés localement. COM zone F CFP : tous EB de la zone d'émission. France entière : EC, ECS et SF uniquement.

5 GRANDS GROUPES BANCAIRES NATIONAUX

**GROUPE LA
POSTE**

AUTRES

**Le groupe
Banque Populaire Caisse d'Épargne (BPCE)**

**Le groupe
Crédit
Agricole**

**Le groupe
Crédit Mutuel**

**Le groupe
Société
Générale**

**Le groupe
BNP Paribas**

**Le réseau
BRED/BP**

**Le réseau
Caisse
d'Épargne**

**Le réseau
Natixis**

*Les établissements
de crédit*

*Les établissements
de crédit*

*Les sociétés de
financement*

*Les établissements
de crédit*

*Les sociétés de
financement*

BRED-BP
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy
Saint-Martin
La Réunion
Mayotte

CEPAC
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy
Saint-Martin
Saint-Pierre-et-
Miquelon
La Réunion
Mayotte

BPCE LEASE
La Réunion

*Les
établissements de
crédit spécialisés*

**LCL Antilles-
Guyane**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-
Barthélemy
Saint-Martin

FCMAG
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Martin

SGBA
Guadeloupe
Guyane
Martinique

**BNP Paribas
Antilles
Guyane**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy

**LA BANQUE
POSTALE**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Barthélemy
Saint-Martin
Saint-Pierre-et-
Miquelon
La Réunion
Mayotte

**BpiFrance
Financement**
Guadeloupe
Guyane
Martinique
La Réunion
Mayotte

AFD
Guadeloupe
Guyane
Martinique
Saint-Pierre-et-
Miquelon
La Réunion
Mayotte

CASDEN BP
Guadeloupe
Guyane
Martinique
La Réunion

CEIDF
Saint-Pierre-et-
Miquelon

**NATIXIS
FACTOR**
Guadeloupe
Martinique
La Réunion

CRCAMG
Guadeloupe
Saint-Barthélemy

BFCOI
La Réunion
Mayotte

*Les sociétés de
financement*

CFB
La Réunion

**BNP Paribas
Réunion**
La Réunion

*Les sociétés de
financement*

*Les
établissements
à statut
particulier*

CDC
Guadeloupe
Guyane
Martinique
La Réunion

**SOMAFI-
SOGUAFI**
Guadeloupe
Guyane
Martinique

**BRED
COFILEASE**
Guadeloupe
Martinique
Guyane
La Réunion

CRCAMMG
Guyane
Martinique

*Les
établissements de
crédit spécialisés*

CGA
La Réunion

CMAG
Guadeloupe
Guyane
Martinique

CMOI
La Réunion

CAFINEO
Guadeloupe
Martinique
La Réunion

*Les établissements
de crédit
spécialisés*

**BNP Paribas
Factor**
La Réunion

SOREFI
La Réunion

SAGEFI
Guadeloupe
Martinique

SOREFI
La Réunion

CISPM
Saint-Pierre-et-
Miquelon

*Les établissements de
crédit spécialisés*

SOFIAG
Guadeloupe
Guyane
Martinique

**32 établissements bancaires disposent d'une
implantation locale dans les DCOM de la zone euro**

8 banques
8 banques mutualistes et coopératives
10 sociétés de financement
5 établissements de crédit spécialisés
1 établissement à statut particulier

Un système bancaire et financier en mutation

Si le système bancaire des DCOM conserve des caractéristiques qui lui sont propres (taille réduite du marché, poids des coûts de structure et niveau relativement élevé de sinistralité), les places bancaires ultramarines convergent progressivement vers le système bancaire hexagonal du fait d'évolutions intervenues ces dernières années. La quasi-totalité des établissements exclusivement locaux a disparu en raison de rapprochements avec de grands groupes bancaires hexagonaux ou internationaux. Ces changements structurels se poursuivent avec l'objectif d'atteindre une meilleure efficacité et ainsi permettre une amélioration de la rentabilité des activités à travers deux grands volets : la mutualisation des dépenses les plus lourdes, comme l'informatique, et l'optimisation des organisations.

Le secteur bancaire local occupe un rôle central dans le développement de l'économie des géographies ultramarines de la zone euro à travers les financements accordés aux agents économiques, dont l'encours total s'établit à 47,3 milliards d'euros à fin 2018 (23,1 milliards d'euros dans les DCOM de l'Atlantique et 24,2 milliards dans l'océan Indien). Son activité génère un PNB d'un peu moins de 1,2 milliard d'euros en 2018, en augmentation de 3,3 % par rapport à 2017, ce qui représente 2,9 % du produit intérieur brut total des DCOM. Il emploie 6 201 personnes à fin décembre : 3 660 dans les DCOM de l'Atlantique et 2 541 dans l'océan Indien.

Les 32 établissements installés localement octroient 92,1 % des encours de crédits accordés dans les DCOM en 2018 : cette part représente 92,6 % dans les DCOM de l'Atlantique contre 91,5 % dans l'océan Indien. Le reste des financements est accordé par des établissements non installés dans la zone, intervenant pour la plupart depuis la métropole.

La densité des équipements bancaires dans les DCOM reste en général inférieure à celle observée dans l'hexagone. Le niveau de bancarisation, représentant 0,92 compte ordinaire par habitant en 2018 en moyenne pour les DCOM, reste également en deçà du niveau observé sur la France hexagonale où l'on enregistrait 1,22 compte bancaire par habitant en 2018.

LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'ensemble des lois régissant le secteur bancaire en France est réuni dans un texte de référence unique, le Code monétaire et financier, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001. Les établissements du secteur bancaire agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) relèvent depuis 2014 de l'un des statuts juridiques suivants :

- Le statut d'établissement de crédit (EC) : délivré à des entités qui effectuent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et de réception de fonds remboursables du public.
- Le statut d'établissement de crédit spécialisé : accordé aux ex-sociétés financières qui n'ont pas fait de demande d'agrément pour devenir des sociétés de financement et qui réalisent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et « d'émission continue d'obligations et d'autres titres comparables ».
- Le statut de société de financement : délivré aux entités qui effectuent uniquement des opérations de crédit.

Certains établissements ont des statuts qui ne relèvent d'aucun des trois statuts cités. Ainsi, la Caisse des dépôts (CDC) est un « établissement à statut particulier » et la Banque européenne d'investissement (BEI) est une « institution financière internationale ».

L'activité bancaire enregistre une hausse soutenue en 2018

Cette partie du panorama repose sur l'analyse d'un échantillon de 13 banques, dont 8 situées dans la zone des départements français d'Amérique (DCOM de l'Atlantique) et les îles du Nord (IDN) et 5 dans la zone océan Indien (La Réunion et Mayotte), avec pour certaines des implantations dans plusieurs géographies. Compte tenu de l'évolution du paysage bancaire dans les géographies ultramarines, avec un mouvement de concentration qui s'accélère depuis 2014, les échantillons ont été étendus pour ne plus se limiter aux banques de plein exercice. Ils couvrent désormais quasiment l'ensemble des établissements de crédit installés localement (ECIL) de chaque place, en se focalisant toutefois sur les banques généralistes (hors CASDEN et Banque Postale, notamment). Les données présentées ne sont donc pas comparables avec celles présentées dans les publications antérieures à 2016.

Des indicateurs de solvabilité en évolution contrastée par rapport à ceux constatés dans l'Hexagone

Les ratios de solvabilité des banques de l'échantillon des DCOM de l'Atlantique sont plutôt en deçà de ceux observés pour les autres zones étudiées : le ratio fonds propres sur total bilan s'établit ainsi à 7,0 %. Les créances douteuses nettes représentent 25,2 % des fonds propres en diminution sur 2018 par rapport à l'année précédente (-3,7 points), mais elles restent à un niveau plus élevé que celui de l'Hexagone et de l'ensemble des géographies étudiées.

Solvabilité

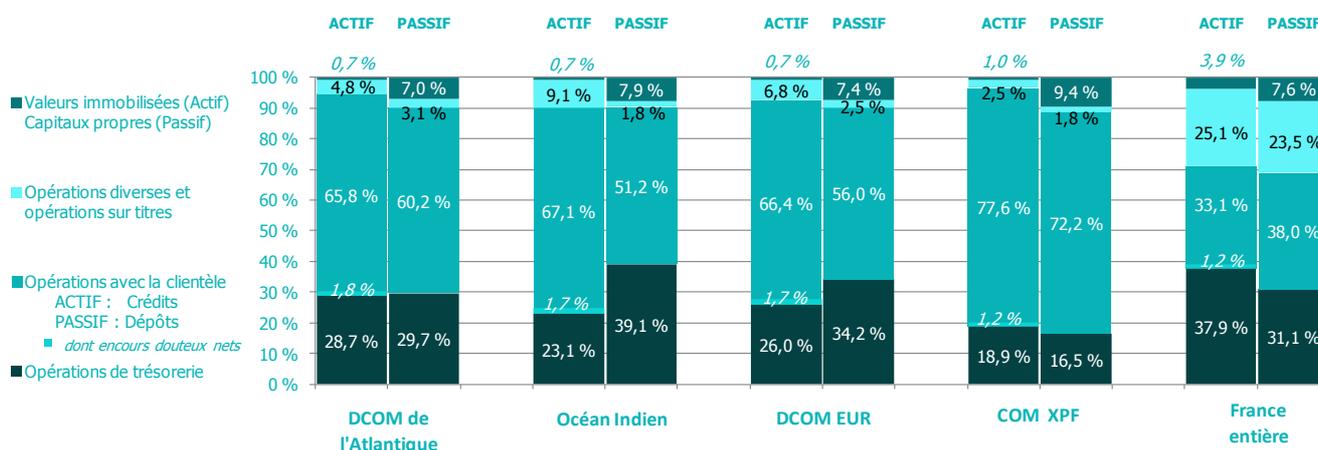
	2015					2018				
	DCOM de l'Atlantique	Océan Indien	France entière ⁽¹⁾	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	DCOM de l'Atlantique	Océan Indien	France entière ⁽¹⁾	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
Fonds propres ⁽²⁾ / total bilan	7,6 %	8,8 %	7,5 %	9,1 %	10,4 %	7,0 %	7,9 %	7,7 %	9,2 %	9,8 %
Créances douteuses nettes / FP ⁽²⁾	26,1 %	15,5 %	6,9 %	11,4 %	35,8 %	25,2 %	22,0 %	5,7 %	12,0 %	14,7 %

(1) France entière : créances douteuses nettes hors crédit-bail et locations simples.

(2) Les fonds propres incluent le résultat net de l'exercice.

Le ratio fonds propres sur total bilan des établissements des deux géographies restent proches de celui enregistré pour la France entière (7,7 % en 2018).

Décomposition du bilan des banques ultramarines en 2018



Les deux géographies présentent un PNB en amélioration mais des évolutions des résultats nets contrastées

Un PNB en augmentation sur l'ensemble de la zone et des marges qui se tassent

Le PNB s'améliore sur l'ensemble de la géographie de 3,3% en 2018 après une diminution ponctuelle de -1,9% en 2017.

Principaux soldes du compte de résultat

Principaux soldes du compte de résultats

DCOM de l'Atlantique	(en millions d'euros)				Var 18/17
	2015	2016	2017	2018	
Produit net bancaire	553	665	644	673	4,4 %
Résultat brut d'exploitation	183	175	184	196	6,2 %
Résultat d'exploitation	186	135	148	207	39,7 %
Résultat courant avant impôt	185	133	147	206	39,9 %
Résultat net	132	79	95	154	62,8 %

Océan Indien

	(en millions d'euros)				Var 18/17
	2015	2016	2017	2018	
Produit net bancaire	405	503	501	511	1,9 %
Résultat brut d'exploitation	149	162	159	166	4,4 %
Résultat d'exploitation	133	143	156	134	-14,0 %
Résultat courant avant impôt	134	144	155	137	-11,9 %
Résultat net	97	98	117	92	-21,4 %

Dans les DCOM de l'Atlantique, le PNB agrégé des banques augmente de 4,4 % pour atteindre 673 millions d'euros en 2018. Cette évolution s'explique à la fois par l'augmentation des revenus des intérêts nets issus des opérations avec la clientèle et des opérations interbancaires (+2,6 %), alors que les taux demeurent bas, et la hausse des commissions nettes (+6,9 %).

La même dynamique, mais à un niveau moindre, s'observe dans l'océan Indien, où le PNB des banques est également en progression et s'inscrit à 511 millions d'euros (+1,9 %). Les revenus d'intérêt nets des opérations avec la clientèle et des opérations interbancaires s'inscrivent en effet en hausse de +6,4 %. Par ailleurs et contrairement à ce qui se passait en 2017, cette hausse n'est pas compensée par le volume des commissions nettes qui se stabilise globalement sur 2018 (+0,5 %) : les variations des commissions sur les opérations de services financiers (+6,1 %) compensant celles des opérations avec la clientèle (-3,8 %).

Marge d'intérêt sur les opérations avec la clientèle non bancaire

	2016	2017	2018
DCOM de l'Atlantique	8,7 %	4,8 %	3,3 %
Océan Indien	7,5 %	4,1 %	2,7 %
Nouvelle-Calédonie	5,1 %	3,5 %	2,9 %
Polynésie française	5,1 %	3,6 %	3,1 %
France entière	nd.	nd.	nd.

Marge d'intérêt sur l'ensemble des opérations

	2016	2017	2018
DCOM de l'Atlantique	6,0 %	3,3 %	2,3 %
Océan Indien	5,3 %	2,7 %	1,9 %
Nouvelle-Calédonie	3,8 %	2,6 %	2,2 %
Polynésie française	3,6 %	2,3 %	2,2 %
France entière	nd.	nd.	nd.

Marge bancaire globale

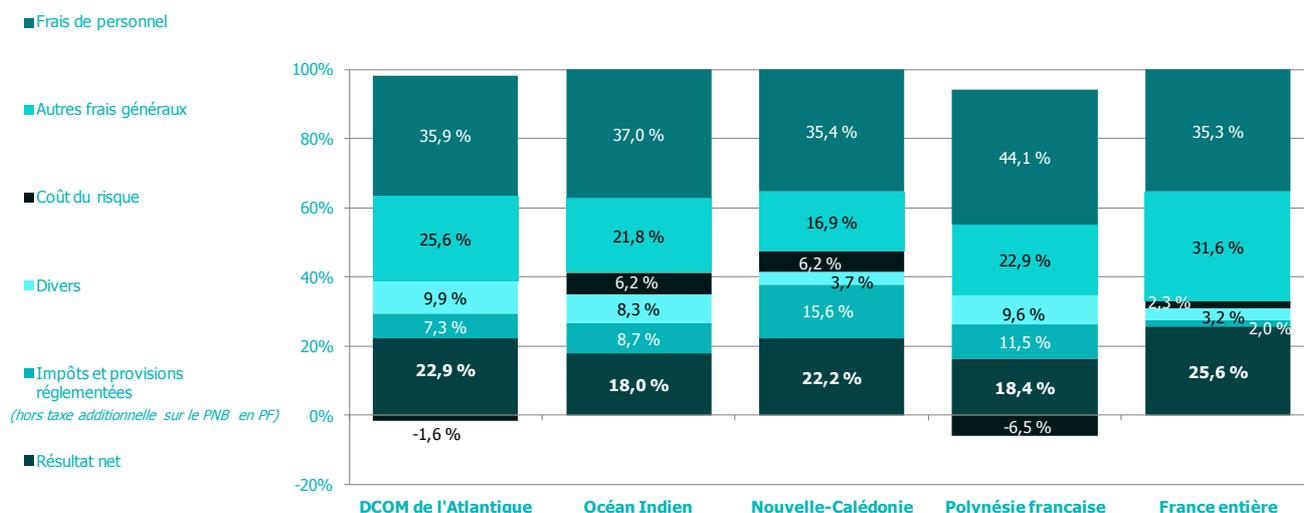
	2016	2017	2018
DCOM de l'Atlantique	4,1 %	3,8 %	3,6 %
Océan Indien	3,2 %	3,0 %	3,1 %
Nouvelle-Calédonie	3,5 %	3,5 %	3,4 %
Polynésie française	3,5 %	3,2 %	3,3 %
France entière	1,4%	1,3%	1,2%

La méthodologie a été revue depuis la publication du PANORAMA 2017 afin de se rapprocher de la méthodologie ACPR

Compte tenu de la diminution de 2,3 points du rendement moyen des crédits, la marge sur les opérations avec la clientèle non bancaire des banques des DCOM de l'Atlantique se réduit de 1,5 point. Dans l'océan Indien, la marge des opérations avec la clientèle non bancaire diminue également de 1,4 point, en lien avec la baisse des rendements des concours à la clientèle (-2,2 points). La marge d'intermédiation reste globalement stable dans les deux géographies : -0,2 point dans les DCOM de l'Atlantique et +0,1 point dans l'océan Indien. Elle affiche des niveaux plus élevés que sur la France entière en raison notamment d'un rendement moyen des concours (clientèles ou interbancaires) plus élevé.

Les conditions d'exploitation et la productivité s'améliorent dans l'ensemble de la zone

Ventilation du PNB des banques ultramarines en 2018

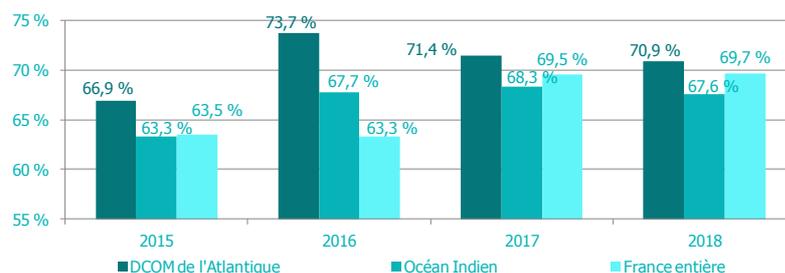


Sous l'effet de l'évolution du PNB, les conditions d'exploitation des banques dans les DCOM de l'Atlantique s'améliorent de 0,5 point sur l'année. Le coefficient d'exploitation, qui se situe à 70,9 %, demeure plus élevé que dans l'océan Indien ou en France entière mais les différences entre les 3 géographies tendent à se réduire.

Dans l'océan Indien, les conditions d'exploitation des banques s'améliorent également de 0,7 point en 2018 pour atteindre 67,6 % en raison de la hausse du PNB et de la maîtrise des frais de personnel qui stagnent cette année.

En 2018, dans les DCOM de l'Atlantique, les indicateurs de productivité poursuivent leur amélioration observée depuis plusieurs années, à l'exception du montant moyen des frais de personnel par agent qui se dégrade particulièrement cette année (+6,0 %). Dans l'océan Indien, ces indicateurs sont également en hausse, comme en 2017, y compris le montant moyen des frais de personnel par agent qui s'améliore (-3,4 %).

Coefficient net d'exploitation



Indicateurs de productivité	DCOM de l'Atlantique					Océan Indien				
	2015	2016	2017	2018	Var 18/17	2015	2016	2017	2018	Var 18/17
PNB/effectifs (milliers d'€)	236,4	237,6	240,6	258,1	7,3 %	244,1	248,1	252,7	253,1	0,2 %
Frais de personnel / effectif (milliers d'€)	80,2	87,6	87,4	92,6	6,0 %	82,4	88,1	96,9	93,6	-3,4 %
Concours à la clientèle/effectifs (millions d'€)	3 784	3 853	4 269	4 685	9,7 %	4 804	5 082	5 427	5 543	2,1 %
Dépôts de la clientèle/effectifs (millions d'€)	3 220	3 598	3 920	4 289	9,4 %	3 286	3 826	4 121	4 234	2,7 %

Le cout du risque présente une situation contrastée en fonction des géographies

Dans les DCOM de l'Atlantique, le cout du risque diminue fortement (-47,3 millions d'euros), en raison notamment d'une baisse des dotations aux provisions pour risques. Ainsi, l'augmentation du résultat brut d'exploitation (RBE) de 6,2 %, conjuguée à cette réduction importante du cout du risque, donne lieu à une hausse de 39,7 % du résultat d'exploitation.

En ce qui concerne l'échantillon de l'océan Indien, le résultat brut d'exploitation augmente de 4,4 %. Le cout du risque augmente également de +28,8 millions d'euros sur l'année, en raison d'une hausse des dotations aux provisions pour risque. Il consomme de ce fait une part importante du résultat (19,0 %). Le résultat d'exploitation diminue à l'inverse de 14,0 %.

Coût du risque / RBE ⁽¹⁾

	2015	2016	2017	2018
DCOM de l'Atlantique	1,7 %	-22,6 %	-19,6 %	5,7 %
Océan Indien	-10,7 %	-12,0 %	-1,7 %	-19,0 %
France entière	-5,6 %	-27,2 %	-3,9 %	-7,4 %

(1) Le ratio coût du risque / RBE représente la part du RBE absorbé par les dotations nettes aux provisions et les pertes nettes sur créances irrécupérables. Un ratio positif témoigne d'une contribution positive du coût du risque aux résultats.

Des résultats nets en hausse dans les DCOM de l'Atlantique et en baisse dans l'océan Indien

Dans les DCOM de l'Atlantique, le résultat net des banques augmente de 62,8 % pour se porter à 154 millions d'euros contre 95 millions en 2017, bénéficiant, outre la diminution du cout du risque, d'une baisse des dotations au fonds pour risques bancaires généraux. Dans l'océan Indien, le résultat s'inscrit en baisse (-21,4 %) pour atteindre 92 millions d'euros (contre 117 millions en 2017), en raison, outre de l'augmentation du cout du risque, d'une augmentation du montant des impôts.

Indicateurs de rentabilité

	2017					2018				
	DCOM de l'Atlantique	Océan Indien	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	France entière	DCOM de l'Atlantique	Océan Indien	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	France entière
Résultat net / total bilan (ROA)	0,6 %	0,7 %	0,9 %	0,7 %	0,3 %	0,8 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,3 %
Résultat net /fonds propres (ROE)	8,0 %	9,2 %	9,7 %	7,1 %	4,0 %	11,9 %	7,0 %	8,1 %	6,3 %	4,1 %
Taux marge nette	14,7 %	23,4 %	25,2 %	12,0 %	26,2 %	22,9 %	18,0 %	22,2 %	18,4 %	25,6 %

La hausse du résultat net améliore les indicateurs de rentabilité pour les banques dans les DCOM de l'Atlantique en 2018. Ainsi le résultat net représente 0,8 % du total de bilan en hausse de 0,2 point sur l'année. La hausse du résultat net ayant été plus soutenue que celle des capitaux propres, le ROE (return on equity : résultat net/fonds propres) est en hausse dans les DCOM de l'Atlantique : +4,0 points. Par ailleurs, les indicateurs pour les DCOM de l'Atlantique sont globalement meilleurs que pour toutes les géographies étudiées, contrairement à la situation constatée en 2017.

La baisse du résultat net détériore les indicateurs de rentabilité pour l'échantillon de l'océan Indien. Ainsi le résultat net représente 0,6 % du total de bilan en hausse de 0,1 point sur l'année. La hausse du résultat net ayant été moins soutenue que celle des capitaux propres, le ROE est en baisse de -2,2 points sur l'année. Le taux de marge nette montre également une dégradation de -5,4 points.

GLOSSAIRE

COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION : (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB

COUT DU RISQUE : dotations aux provisions (créances douteuses, dépréciation et risques et charges) + reprises sur provisions (créances douteuses, dépréciation et risques et charges) – pertes sur créances irrécupérables + intérêts sur créances douteuses

ECIL (ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT INSTALLÉ LOCALEMENT) : établissement bancaire intervenant dans les DCOM de la zone euro détenant une représentation locale significative, à savoir au moins un agent permanent localement.

ECNIL (ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT NON INSTALLÉ LOCALEMENT) : établissement bancaire intervenant dans les DCOM de la zone euro et ne détenant pas de représentation locale.

INTÉRÊTS NETS : intérêts perçus des crédits et des placements interbancaires – intérêts versés à la clientèle et aux prêteurs interbancaires + produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilé (hors intérêts sur créances douteuses)

MARGE GLOBALE D'INTERMÉDIATION : produits nets d'intermédiation / les encours intermédiés

MARGE NETTE : résultat net / PNB

MARGE SUR LES OPÉRATIONS AVEC LA clientèle : rendement moyen des emplois clientèle - cout moyen des ressources clientèle.

PRODUIT NET BANCAIRE (PNB) : intérêts nets + commissions nettes + divers nets

RENDEMENT MOYEN : produits générés par un encours / Encours moyen

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION : PNB – frais généraux – dotations aux amortissements – dotations nettes aux provisions sur immobilisations

RÉSULTAT NET : produits de l'exercice – charges de l'exercice

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les données pour l'ensemble de la publication sont arrêtées au 03/10/2019.

L'analyse de l'activité bancaire focalisée sur les banques généralistes a été réalisée à partir des données des échantillons suivants (pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, il s'agit de l'ensemble des établissements de crédit locaux, hors ECS) :

DCOM de l'Atlantique : BNPP AG; BRED-BP; CEPAC ; CRCAMG CRCAMMG; FCMAG ; LCL AG ; SGBA

Océan Indien : BFCOI ; BNPP Réunion ; BRED-BP ; CEPAC ; CRCAMR

Nouvelle-Calédonie : BCI ; BNC ; BNPP NC ; SGCB

Polynésie française : BDP ; BDT ; SOCREDO

À l'exception des données concernant le nombre de comptes, la monétique et les équipements bancaires, qui proviennent de la Banque de France ou de la BCE, les données « France entière » sont extraites de l'étude « Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance » 2018 de l'ACPR. Dans un souci de cohérence, certains indicateurs ont toutefois été recalculés en utilisant la méthodologie de l'IEDOM.